Main d'oeuvre : de la quantité à la qualité

Autor(en): **Ghelfi, Jean-Pierre**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **25 (1988)**

Heft 891

PDF erstellt am: **02.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1017997

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

L'INVITE DE DP

Main d'œuvre: de la quantité à la qualité

Dans les années 50 et 60, le développement de l'économie suédoise nécessitait un apport toujours plus important de main-d'œuvre étrangère. Plutôt que de s'engager fortement dans cette voie, les Suédois ont fait le choix de mieux utiliser le potentiel de travail représenté par les femmes. Une option qui entraînera progressivement des conséquences multiples sur l'organisation de l'ensemble de la société. L'égalité entre les hommes et les femmes, le partage des tâches domestiques, la valorisation systématique des compétences professionnelles qui progressent là plus vite et plus complètement qu'ailleurs.

A la même période, le Japon a été confronté aux mêmes problèmes. Ses traditions culturelles ne le poussaient pas à généraliser l'emploi féminin, ni son insularité à faire appel à la main-d'œuvre étrangère. Il a donc opté, d'abord très modestement, pour l'automation qui, informatique aidant, est devenue une nouvelle activité industrielle, celle de la robotique. Il était au surplus encouragé à s'engager dans cette voie car la politique démographique de limitation des naissances conduisait à une réduction progressive du nombre des jeunes actifs et à une augmentation tout aussi régulière des vieux actifs.

Alors que ces deux pays ne comptaient très largement que sur leurs forces et leurs capacités propres pour assurer le développement de leur économie, la Suisse s'engageait dans une tout autre direction, en ouvrant largement et durablement ses frontières à la main-d'œuvre étrangère.

Les avantages immédiats de cette option sont évidents. Elle n'oblige pas à modifier les structures sociales ou les habitudes des gens. Les entreprises industrielles et artisanales peuvent conserver leur organisation; il leur suffit d'étendre les surfaces de leurs locaux et de compléter leurs équipements de fabrication pour produire davantage.

Pour simplifier, disons que la Suède et le Japon ont fait des choix qualitatifs, alors que celui de la Suisse a été plutôt quantitatif.

Comme toujours lorsqu'il s'agit de structures lourdes (population, mœurs, culture), les conséquences et les effets n'apparaissent pleinement que longtemps après que les choix ont été faits.

Ce n'est donc pas du tout par hasard que l'on constate depuis quelques années une inadéquation croissante, qui est appelée à s'aggraver, entre les qualifications de la main-d'œuvre disponible et celles demandées par les entreprises — trop de non-qualifié(e)s et pas assez de qualifié(e)s — ainsi qu'un taux moyen d'augmentation de la productivité plutôt misérable en comparaison de ceux de nos principaux concurrents.

On ne réalise sérieusement que maintenant qu'il serait utile qu'un plus grand nombre de femmes aient une qualification professionnelle et qu'elles occupent une activité économique durable. D'autant plus d'ailleurs que le nombre des jeunes qui arriveront sur le marché du travail est appelé à diminuer inexorablement.

Les choix antérieurs «quantitatifs» ont aussi eu pour conséquences de permettre la création ou le maintien d'activités économiques peu rentables, à faible valeur ajoutée et au potentiel d'innovation proche de zéro.

Confrontés à tous ces problèmes, les responsables économiques et politiques commencent à s'arracher les cheveux. Le directeur de l'OFIAMT déclare qu'il faut s'engager pour une *«généralisation et une intensification de la formation permanente»* de la population déjà engagée dans la vie active.

Voilà qui est aussi judicieux que souhaitable. Mais cela signifie qu'il faudra passer d'une politique quantitative de la main-d'œuvre à une politique qualitative. Ce qui va nécessiter un saut culturel de dimension quasi sidérale pour les mentalités dominantes. Il sera intéressant de voir comment elles parviendront à négocier ce virage. ■

L'invité de DP s'exprime librement dans cette tribune. Jean-Pierre Ghelfi est économiste et député au Grand Conseil neuchâtelois.

---

ouvrage de synthèse sur le PNR 6.

Inévitable, lorsque le bilan est tiré, de poser la question de l'efficacité du système.

Linder a consacré toute une première partie à la présentation de la politique énergétique. Elle démontre, butant sur cette question difficile et importante, la difficulté de surmonter par les procédures ordinaires les antagonismes. Elle est révélatrice en négatif du processus suisse.

En revanche, lorsque des projets bien soutenus aboutissent, la mise en œuvre pragmatique est satisfaisante. Les phénomènes de blocage, de retenue, de ralentissement si importants dans la politique suisse peuvent avoir leurs avantages. Qui ne prend pas de risques, limite les échecs. Linder l'exprime en ces termes: *«Une société aux dimensions réduites, qui dispose de ressources limitées pour tenter des expériences, peut tirer profit de la temporisation et profiter des expériences faites ailleurs».*

Mais les faiblesses sont préoccupantes. S'observe le glissement vers une politique majoritaire et non plus de concordance, politique qui paradoxalement se combine avec l'absence de décisions à long terme.

Le pouvoir du Conseil fédéral s'affirme mal face au Parlement. Il assume insuffisamment sa fonction politique, le dépassement du court terme semble lui échapper.

Les politologues confirment ainsi ce que les observateurs de la vie politique suisse constatent plus empiriquement.

Georges-André Chevallaz, praticien de la politique et qui a gardé du goût pour les sciences humaines, s'est exclamé un jour en entendant disserter des universitaires sur le pouvoir politique: *«Ce sont des capucins qui parlent de l'amour»*. A défaut d'expérience pratique, il y a des capucins inspirés. ■

**La décision politique en Suisse – Genèse et mise en œuvre de la législation.* Wolf Linder, traduit de l'allemand par Jean-Daniel Delley. Editions Réalités sociales, 1987.